

## **« PIVOT EURASIEN » DE VLADIMIR POUTINE : OBJECTIFS, AMBITIONS, MOYENS**

TEXTE DE L'INTERVENTION DANS LE CADRE DU CYCLE DES CONFERENCES DE LA CHAIRE « LES GRANDS ENJEUX STRATEGIQUES EN ASIE »,  
SORBONNE, JANVIER 2015

1. La nouvelle « Conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie » a été officiellement promulguée par Vladimir Poutine en février 2013, presque un an après l'élection pour son troisième mandat présidentiel. Ce texte devait servir à la fois comme une déclaration des intentions définissant le cap des actions de son pays sur la scène internationale et une sorte de manifeste politique annonçant l'orientation qu'il pensait donner à l'évolution de la Russie pour les années à venir.

Or la véritable nouvelle « doctrine Poutine » présentant l'image de la future politique extérieure de la Russie en ce début du 21ème siècle a été présentée quelques années plus tôt en février 2007 lors de l'intervention de Vladimir Poutine, encore Premier Ministre sous le Président Dimitri Medvedev, à Munich lors de la conférence sur la sécurité. Le sens principal de cette doctrine pourrait être résumé en deux postulats essentiels : A) les dirigeants de la Russie ne sont pas satisfaits par le nouvel ordre international instauré dans le monde par les puissances occidentales, en premier chef les Etats Unis, après la fin de la guerre froide et l'effondrement de l'URSS. B) ils jugent leur pays sortant des années de la crise de transition postsoviétique suffisamment sûr de lui-même et stabilisé économiquement et politiquement pour lancer un défi à ces partenaires occidentaux et réclamer la redéfinition de cet ordre afin d'assurer la meilleure prise en compte des intérêts stratégiques de la Russie.

Cette doctrine a été mise en application déjà un an plus tard en 2008 lors du conflit militaire russo-géorgien, formellement déclenché par le problème de l'Ossétie du Sud, mais dont la signification principale du côté russe était de tracer une sorte de « ligne rouge » face à l'expansion progressive de l'OTAN dans l'espace postsoviétique considérée par Moscou comme sa « zone de sécurité » privilégiée.

Avec le retour de Vladimir Poutine aux commandes de l'Etat en 2012 ces nouvelles ambitions des maîtres de Kremlin ont pris la forme d'une politique officielle caractérisée par au moins deux aspects stratégiques nouveaux :

- rupture annoncée avec la vision de l'Occident comme partenaire dans l'assurance de sécurité collective et définition du processus de l'éventuel élargissement de l'OTAN et de sa « zone de responsabilité » en direction des frontières de la Russie comme la « *menace stratégique* » principale ;
- réorientation de l'axe principale des recherches des alliés de la Russie dans ce climat de la nouvelle confrontation, vers l'Est en direction de l'Asie et des pays émergents comme BRICS.

Dans le monde, tel que le décrit la nouvelle Conception de la politique extérieure de la Russie, les repères fondamentales de l'ancien ordre international sont ébranlés ou mises en causes. Cela concerne tout d'abord l'Occident qui n'est plus le maître incontestable du monde, tel qu'il s'imaginait au lendemain de la fin de la guerre froide. Sa stratégie militaire se solde par les échecs en Irak et en Afghanistan, son modèle économique entraîne le monde dans la crise globale, sa capacité de servir de référence démocratique et morale pour les peuples à travers le monde est de plus en plus contestée.

Parallèlement au déclin de la toute-puissance occidentale on voit apparaître et gagner en force les autres pôles du développement et de l'influence notamment en Asie vers laquelle commence à se déplacer le centre de gravité de l'activité économique et de la politique internationale mondiale. Ce rééquilibrage de la balance géostratégique met la Russie, selon l'analyse de ses dirigeants, devant la nécessité de réviser radicalement les bases traditionnelles de sa politique extérieure et d'en redéfinir les priorités. En même temps ce nouveau contexte international permet de valoriser la situation géographique de la Russie et de mettre en valeur les atouts de sa position intermédiaire entre l'Est et l'Ouest lui permettant de devenir un nouvel « empire du Milieu » du XXI<sup>ème</sup> siècle.

Parmi les nouveautés que marque la nouvelle formule de la politique extérieure russe, on distingue aussi la volonté de souligner *la spécificité de la Russie*, qui doit devenir un nouveau « pôle stratégique » sur la scène internationale. Cette identité particulière de son pays Vladimir Poutine la découvre dans l'«eurasianisme» de la Russie qui devient ainsi sa nouvelle idéologie politique.

2. Qu'est-ce qu'a donc poussé Vladimir Poutine, qu'on a connu, depuis son élection en 2000 pour le premier mandat présidentiel d'abord comme l'« américain » (au lendemain du 11 septembre 2001), ensuite comme l'« européen » (à l'époque de son alliance avec Jacques Chirac et Gerhard Schröder pour s'opposer à la guerre américaine en Irak) à revêtir les habits d'un « eurasien » ? Bien sûr le pragmatisme de quelqu'un qui croit découvrir un monde profondément changé depuis l'époque de ses deux mandats précédents. Mais aussi la déception comme bilan principal des tentatives d'établissement

des relations de confiance et de coopération stratégique entre la Russie post-soviétique et le monde Occidental dont l'Europe. Pire encore – aux yeux de Moscou dans le courant des dernières années ce n'est pas seulement l'OTAN, considéré traditionnellement à Moscou comme l'instrument de la guerre froide orienté contre la Russie, mais l'Occident dans son ensemble est passé dans la catégorie de l'adversaire politique cherchant à mettre en cause la stabilité politique du pays et nourrissant des desseins du « régime change ».

Vladimir Poutine se sent donc non seulement déçu ou « trahi » par l'Occident, mais directement *menacé par lui*. Telle est la lecture qu'il fait du bilan des « révolutions de couleurs » dans quelques républiques ex-soviétiques. La direction russe voit derrière ces événements, tout comme dans les plus récentes révolutions arabes, « la main de l'Occident » et les éventuels préparatifs à l'application des mêmes scénarios dans le contexte russe.

3. Le changement particulièrement spectaculaire affecte les *rappports de la Russie postsoviétique avec le reste de l'Europe*. Il serait faux de dater leur détérioration depuis le déclenchement de la crise ukrainienne. Plutôt au contraire : c'est le retour du climat de méfiance dans ces relations qui a largement contribué à la soudaine implosion d'un « Tchernobyl politique » ukrainien et la plongée de ce pays dans l'abîme de la guerre civile aggravée par l'intervention des forces étrangères.

En fait malgré la fin de la guerre froide et l'effondrement du communisme soviétique les chances ouvertes par la perestroïka gorbatchévienne pour la construction de la « Grande Europe » rêvée encore par le général De Gaulle n'ont pas été utilisées. Au lieu de la réalisation du projet de la Maison Européenne Commune la Russie a été de fait exclue du processus de l'intégration continentale alors que son rôle dans le « partenariat stratégique » avec l'Europe élargie était de fait réduit à la fonction de fournisseur des hydrocarbures et autres ressources naturelles pour le marché européen.

Dans le sens plus général suite à la disparition inattendue de son rival soviétique, l'Occident n'a pas résisté à la tentation de profiter de la crise de transition dans laquelle a sombré la Russie postsoviétique. Le sentiment euphorique de la « victoire finale » sur son adversaire a servi de base pour la dérive unilatéraliste de la politique occidentale, surtout américaine. Le fait que la « nouvelle Ostpolitik » occidentale en direction de la Russie a pris de fait l'image de la nouvelle édition de la « politique d'endiguement », caractéristique de l'époque de la guerre froide, a été perçue comme menaçante du côté russe et a beaucoup contribué au développement non seulement au sein de l'élite dirigeante mais aussi auprès des larges couches de l'opinion publique des complexes de

ressentiment provoquant l'apparition des courants nationalistes aux couleurs antioccidentales.

C'est là aussi qu'il faut chercher l'explication d'une décision de Vladimir Poutine de franchir en quelque sorte le Rubicon en annonçant que dorénavant la Russie sous sa direction renonce à la construction d'un avenir politique commun avec l'Europe, considérée encore récemment comme le partenaire « stratégique » privilégié de la Fédération de Russie. En faisant cela Poutine non seulement rompt avec l'orientation traditionnelle pro-européenne, proclamant l'ancrage de la Russie à l'Europe comme objectif national, poursuivie par divers leaders nationaux russes depuis Pierre le Grand jusqu'à Gorbatchev mais justifie le « pivot » vers l'Asie comme choix non seulement de sa politique extérieure immédiate mais aussi comme composante fondamentale de l'identité nationale de la Russie.

4. En fait, il n'y a rien de sensationnel dans le rappel de la situation géographique particulière de la Russie - pays à cheval entre l'Europe et l'Asie qui fait déjà une sorte de pivot naturel entre les deux continents. Il suffit d'évoquer l'immensité territoriale de la partie asiatique de cet Etat,- (le territoire au-delà de l'Oural, étendue sur huit fuseaux horaires et six mille kilomètres, représente les trois quarts de la République fédérative de Russie actuelle), l'abondance des ressources énergétiques et des réserves de matières premières de la Sibérie, l'histoire mouvementée de ses relations avec des voisins musulmans, chinois et japonais, pour comprendre qu'il s'agit d'un véritable « Etat – centaure ».

Le thème de son tropisme « eurasiens » - tel un « serpent de mer » - revenait régulièrement dans ces débats sans pour autant jamais être reconnu comme idéologie officielle par ses dirigeants. La version plus politique du nouveau « eurassisme pragmatique » a été formulée pour la première fois par Vladimir Poutine à la fin de 2011 encore à l'étape de sa dernière campagne présidentielle.

Son projet de l'Union Eurasiennne regroupant plusieurs anciennes républiques de l'ex-URSS le Président russe a été présenté comme une nouvelle étape du « processus naturel » de l'intégration qui doit succéder à la création de l'Union douanière déjà existante et de l'Espace eurasiens économique commun. Selon lui l'Union devait se transformer en une « puissante communauté supranationale capable de devenir un des pôles du monde moderne qui assurerait une liaison efficace entre l'Europe et la région de l'Asie-Pacifique qui connaît un développement extrêmement dynamique. » Pourtant dans le nouveau jeu « eurasiens » de Vladimir Poutine le rôle de la Russie ne se réduit ni à la

fonction du « trait d'union » ou encore moins le « couloir » de transit entre le « vieux » Ouest et le « nouveau » Est. Son ambition serait de constituer sur l'espace post-soviétique un pôle politique autonome, jouant le rôle de « *clé de voute* » de la nouvelle architecture internationale.

Quant aux atouts nécessaires pour s'engager dans le nouveau jeu géostratégique le Président russe croit en posséder suffisamment. En dehors de la position géographique avantageuse c'est, bien sûr, l'abondance des ressources énergétiques et des réserves de matières premières. Ayant perdu le statut de la superpuissance militaire, la Russie cherche à se convertir en une superpuissance énergétique se postulant comme le fournisseur idéal du pétrole et du gaz aussi bien de l'Europe que de l'Extrême-Orient.

Le réseau existant des oléoducs et des gazoducs desservant l'Europe est en train d'être complété par l'oléoduc Sibérie-Pacifique qui doit permettre de transporter le pétrole sibérien vers l'Asie. Réorienter vers des nouveaux clients asiatiques ses exportations de pétrole et de gaz, permet à la Russie en même temps de faire pression sur ses clients traditionnels en Europe.

6. Très logiquement c'est la Chine qui devient le partenaire économique et stratégique privilégié de la Russie à l'Est. La coopération entre les deux pays se développe au rythme accéléré. Les dirigeants du parti et gouvernement chinois qui ont pris récemment le relevé à Beijing sont prêts à confirmer le développement intensif de la coopération avec la Russie de Poutine comme une des priorités majeures de leur politique. Le fait que pour sa première visite à l'étranger Xi Jinping a choisi Moscou apporte une preuve convaincante de ce choix stratégique. Reste que ce développement accéléré tout comme la perspective de la transformation de la Russie en une sorte de l'entrepôt des ressources énergétiques et de matières premières pour l'économie chinoise risque de transformer la Russie en l'appendice de la Chine montante.

Le péché originel de la conception de l'Union Eurasiennne reste l'ambiguïté de sa nature et de ses objectifs. Alors que, comme a beau de rappeler Vladimir Poutine, la méthode de la construction de l'Union Européenne à partir de la création de l'Espace économique commune s'inspire du modèle de l'Union Européenne, sa véritable mission reste à préciser. Il y a des bons raisons à y voir, au moins pour ce qui concerne la Russie, un moyen pour marquer les confins de l'espace post-soviétique, les « lignes rouges » de ses frontières que l'on cherche à protéger contre toutes tentatives du partage de l'« Héritage soviétique » venant autant de l'Occident que de l'Est (la Chine). La menace de « l'islamisme radical » pour ce qui concerne les pays de l'Asie Centrale s'ajoute aux motivations de la solidarité unifiant les régimes en place. De ce point de vue on peut l'accorder à Vladimir Poutine : loin d'être un dessein expansionniste l'Union Eurasiennne

se fixe comme objectifs des buts plutôt conservateurs, défensifs et réactionnaires.

7. Le déclenchement de la crise ukrainienne qui, suite à l'annexion de la Crimée par la Russie et l'implication évident des militaires russes dans le soutien des séparatistes à l'Est de l'Ukraine s'est vite transformé en une crise majeure dans les relations entre la Russie et le monde occidental, a eu un double effet sur la nouvelle stratégie « eurasienne » du Président russe. D'une part le projet de son Union Eurasienne s'en est trouvé dangereusement compromis car en absence de l'Ukraine parmi ses membres toute la construction conçue pour reproduire en une forme modernisée une variante de l'Empire postsoviétique autour de la Russie, perd de crédibilité et risque de se transformer en coquille vide. En même temps la méthode de la main forte, employée par la Russie dans sa tentative de maintenir l'Ukraine dans sa sphère d'influence, a réveillé des craintes justifiées parmi ses alliés les plus proches comme la Biélorussie et le Kazakhstan (dont le Président Noursoultan Nazarbayev a été initialement un des fervent partisan de l'Union Eurasienne) qui commencent à prendre des distances à l'égard de ce projet qui s'éloigne de plus en plus de l'idée d'une libre association selon le modelé de l'UE.

D'autre part la montée de la tension dans les relations entre la Russie et ses partenaires occidentaux, qui commence à rappeler l'époque de la guerre froide, pousse les géostratèges russes vers une fuite en avant dans leur recherches des nouveaux alliés à l'Est notamment en Asie (mais aussi au Moyen Orient et même en Amérique Latine) dans ce qui apparait comme un nouveau bras de fer stratégique avec le monde occidental dirigé par les Etats Unis. Cette quête qui rencontre un intérêt prudent du cote des nouveaux acteurs aspirant à jouer un rôle plus actif sur la scène internationale comme la Chine, l'Iran, l'Inde, produit des projets des alliances et coalitions *ad hoc* (telles que l'Organisation de Coopération de Shanghai ou une toute nouvelle proposition iranienne d'une alliance entre l'Iran, la Russie, la Chine et l'Inde) qui toute en étant hétéroclites et ambiguës permettent à la Russie de jouer le rôle d'un centre de contestation de l'ordre mondial dominé par l'Occident .

Pour l'instant la bonne partie de ces projets se limite au niveau des déclarations d'intention ou de gesticulation politiques destinées à impressionner les occidentaux. Or dans la perspective du transfert des enjeux économiques et politiques majeurs du 21eme siècle vers l'Asie et la zone de l'Océan Pacifique et suite au « pivot » stratégique des Etats Unis vers l'Asie engagé par Barack Obama, le « pivot eurasien » de Vladimir Poutine peut bien nous réserver un clash inédit des « plaques » géopolitiques dans cette zone du monde. Reste à voir de quelle côté dans ces nouveaux conflits annoncés choisira de jouer la Russie qui pour l'instant semble hésiter sur les choix à faire.